

La résistance de la Syrie et les nouvelles équations internationales

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 1ER MAI 2012

ENGLISH



La tendance en Syrie

La résistance de la Syrie et les nouvelles équations internationales

Par Ghaleb Kandil

La résistance de la Syrie face à la guerre mondiale qu'elle subit sous la direction des États-Unis a permis la naissance d'un terreau stratégique nouveau dans les relations internationales. Depuis le double veto sino-russe opposées aux résolutions agressives contre l'État syrien et son peuple résistant, l'hégémonie unilatérale américaine, imposée à toute l'humanité depuis l'effondrement de l'Union soviétique, a commencé à reculer.

Depuis 30 ans que les Nations unies se sont transformées en outil à la solde des États-Unis, c'est la première fois que la volonté de Washington est brisée. Un groupe d'États, hostiles à l'hégémonie américaine, a pris l'initiative et fait passer au Conseil

de sécurité des projets qu'il a élaborés ou profondément amendés. Ce groupe d'État ne se contente pas de faire voter ses projets, mais il déploie tout un dispositif et une stratégie diplomatique pour veiller à l'application de ces résolutions.

Cela ne veut pas dire que Washington et ses alliés ont baissé les bras. Les puissances occidentales procèdent à un vaste sabotage de l'extérieur du Conseil de sécurité pour empêcher ou retarder au maximum la naissance de ces nouvelles équations, et faire en sorte que le précédent syro-russe soit une exception et non pas une nouvelle règle stable et durable dans les relations internationales.

Les plans de sabotage se traduisent par des interventions continues de la part des pays qui ont échoué à détruire la Syrie, en dépit des moyens gigantesques mis en œuvre sur les plans financiers, politiques, médiatiques, militaires et de renseignements, pour miner l'unité nationale syrienne et lui arracher les atouts qui font sa force.

Une nouvelle guerre froide a commencé par la fenêtre syrienne, car les puissances occidentales n'ont plus les moyens de lancer de grandes guerres trop coûteuses en vies humaines et en argent, à un moment où elles sont au bord de la faillite.

Dans ce climat de guerre froide, le plan de l'émissaire internationale, Kofi Annan, s'est transformé en arène. Les derniers développements montrent que l'Occident manœuvre pour vider cette initiative de son sens, en accusant l'État syrien de violer ses clauses. Washington, Paris et leurs amis sont très pressés d'annoncer l'échec du plan Annan, pour en faire assumer la responsabilité à Damas, dans l'espoir de revenir au Conseil de sécurité pour s'y adonner à leur jeu favori : sanctions, menaces, chapitre VII. Mais ils ne comprennent pas que cette époque est révolue, et que jamais plus ils ne parviendront à imposer leur volonté au reste du monde. Les nouvelles équations des relations internationales s'installent dans la durée. Et plus la Syrie résiste au complot, plus ces équations s'enracinent et deviennent solides.

Saisie d'une énorme quantité d'armes destinées

aux insurgés syriens

Pris en flagrant délit de trafic d'arme, l'opposition syrienne, leurs alliés libanais et leurs appuis occidentaux, ne peuvent plus prétendre mener une « révolution pacifique » en Syrie qui a déjà fait 10 000 morts : 3500 civils, autant de policiers et de militaires et un nombre égal d'insurgés.

C'est un véritable arsenal, destiné à équiper une petite armée, qui a été saisi : des milliers de fusils mitrailleurs Kalachnikov russes et de M 16 américains, des lance-roquettes de fabrication russe et américaine, des tonnes de munitions et d'explosifs, des obus de différents calibres.

Les armes ont été découvertes par la marine libanaise dans les eaux territoriales nationales dans trois conteneurs à bord d'un navire battant pavillon de Sierra Leone. En provenance de Libye, le navire a fait escale dans le port d'Alexandrie en Égypte, avant de poursuivre sa route. Il a été arraisonné à 50 kilomètres au Nord de Beyrouth, au large du port de Selaata, alors qu'il se dirigeait vers le port de Tripoli. La deuxième ville du Liban est situé à moins de 30 kilomètres de frontière syrienne.

Selon des sources de sécurité libanaise, le Lutfallah II appartient à un homme d'affaires syrien dont le frère est le capitaine du navire.

Le chargement a été transporté à Beyrouth dans un convoi escorté d'une douzaine de véhicules militaires et survolé par un hélicoptère de l'armée. Onze personnes, huit syriens et trois libanais, ont été arrêtées et déférées devant la justice libanaise.

Selon des sources bien informées, les contrebandiers disposeraient de complicités au sein de parti politiques libanais, notamment le Courant du futur de Saad Hariri et les Forces libanaises de Samir Geagea. Des militants salafistes proches de l'opposition syrienne avaient par ailleurs préparés un grand dépôt à Tripoli pour y stocker les armes avant de les envoyer en plusieurs lots en Syrie via le Nord du Liban.

Les milieux politiques libanais ne manquent pas d'exprimer leur étonnement : comment un navire transportant une aussi grande

quantité d'armes venant de Libye peut-il arriver au Liban en passant entre les mailles des filets de la marine israélienne et de la force navale internationale, déployée au large des côtes libanaises depuis 2006.

La complicité d'Israël et des pays occidentaux dans l'armement des rebelles syriens ne fait plus aucun doute.

Déclarations et prises de positions



► **Michel Aoun**, principal leader chrétien libanais (allié du Hezbollah)

« Après avoir de nouveau obtenu la confiance du Parlement, le gouvernement a du pain sur la planche, notamment les nominations. La nomination d'un président du Conseil supérieur de la magistrature ne relève pas des prérogatives du président, mais de celles du Conseil des ministres, conformément à l'article 66 de la Constitution. Pourquoi le chef de l'État n'applique-t-il pas l'article 58 qui énumère ses prérogatives ? Il veut exercer des prérogatives qu'il n'a pas et ne veut pas exercer celles qu'il détient. Il n'est pas possible de contrôler parfaitement la frontière libano-syrienne. Mais l'État doit mieux contrôler l'afflux des réfugiés. Tous ceux qui viennent de Syrie n'ont peut-être pas cette qualité. Leur nombre augmente à vue d'œil, ce qui peut constituer un danger à l'avenir, surtout s'ils comptent parmi eux des combattants. Nous sommes engagés au plan humanitaire en faveur des réfugiés mais le seront-ils à leur tour ? Tout le monde sait que l'asile commence avec des gens qui sollicitent votre aide et qui finissent par se rebeller contre vous. »

► **Najib Mikati**, Premier ministre du Hezbollah

« La politique consistant à préserver la sécurité et la stabilité au Liban ne devrait pas nous empêcher de mettre en œuvre les réformes nécessaires. A l'ombre des changements qui ont lieu dans le monde arabe, le Liban, qui a de tout temps été un exemple de pardon et de démocratie, devrait œuvrer à protéger ces valeurs. En Syrie, l'important est que la violence cesse. Le Liban estime que l'initiative de Kofi Annan est une bonne chose sous cet angle. »

► **Mohammad Fneich**, ministre de la Réforme administrative (Hezbollah)

« Certains, au Liban, ne prennent pas en considération les données autour de nous et bâtissent leurs calculs et leurs paris sur des changements illusoire qu'ils croient à leur avantage. Les séances de débat de politique générale au Parlement ont montré qu'une faction politique de l'opposition est encore sous le choc de sa perte du pouvoir. L'opposition, dans tout régime démocratique, est une nécessité pour réajuster l'action de ceux qui sont au pouvoir. L'existence de différends politiques ne signifie pas que nous soyons devenus des ennemis. Nous sommes divisés sur les armes de la Résistance. Ceux qui ciblent les armes de la Résistance, à n'importe quelle occasion, sans prendre en compte l'ennemi et le danger qu'il représente pour le pays, ne veulent pas sentir ce que nous avons enduré au Liban-Sud à cause de cet ennemi, bien que le Liban soit un petit pays. »

► **Fouad Siniora**, ancien Premier ministre (pro-américain)

« Compte tenu de ce climat crispé, de la confusion et de l'incapacité à régler les problèmes, et à la lumière aussi des bouleversements dans la région sur lesquels nous n'avons aucune prise, je pense que la seule solution est de former un gouvernement neutre de technocrates. L'actuel gouvernement a prouvé son échec. Il est nécessaire et il serait sage de revenir à l'initiative qui avait été prise durant la période de 2005 et 2006, en collaboration avec le chef du législatif Nabih Berry, et qui consiste à organiser chaque semaine ou chaque deux semaines des débats à la Chambre afin de réclamer des comptes au gouvernement. Nous prônons l'indépendance du Liban, la sauvegarde des libertés et de

la démocratie et l'hostilité envers Israël. Il s'agit là d'un dénominateur commun entre tous les Libanais. Nous devons bâtir sur ce dénominateur commun et tenter de faire baisser la tension qui ne permet même pas le dialogue tant que se maintiendra la crispation qui est apparue à l'Assemblée nationale. »

Revue de presse

► **As Safir** (Quotidien libanais proche de la majorité – 26 avril 2012)

Kassem Kassir

Le Hezbollah organise, début mai, un grand meeting populaire sous le patronage de son secrétaire général, sayyed Hassan Nasrallah, pour célébrer la reconstruction de la banlieue sud de Beyrouth détruite par les Israéliens, en 2006.

Dans le même temps, le Hezbollah connaît un vaste chantier politique, organisationnel et culturel interne, destiné à élaborer des politiques nouvelles en phase avec les changements en cours dans les pays arabes depuis le déclenchement des « révolutions » en Tunisie et en Égypte, en passant par les événements en Syrie. Le parti a en outre redistribué ses permanences et les sièges de ses institutions politiques, médiatiques, culturelles et « jihadistes » en conformité avec les circonstances nouvelles de l'après-guerre. Le concept du « périmètre de sécurité » a été pratiquement abandonné au profit de la logique d'une plus vaste présence dans son environnement politique et populaire dans la banlieue sud.

Le chantier se déroule sans tapage. De nouveaux dossiers et postes sont créés, les responsabilités et les tâches sont réparties entre les dirigeants et les cadres afin qu'un suivi assidu des événements puisse être assuré en prenant en compte les changements et les défis apparus sur les scènes arabe, islamique et international, en plus, évidemment, de la scène interne libanaise. De plus, les centres de recherche et d'études appartenant ou proches du Hezbollah organisent des séminaires et des ateliers de travail, ouvert ou à huis-clos, pour débattre des sujets d'actualités et élaborer idées, projets et plans. Ces réflexions se caractérisent

par une audace inhabituelle au niveau de la critique des questions politiques, religieuses et culturelles.

Les mêmes sources ajoutent que les dirigeants du parti ont décidé d'élargir les questions d'intérêt et les relations politiques vers de nouvelles régions arabes et islamiques, ainsi que vers la Russie, la Chine et les pays des BRICS. Le parti cherche aussi à améliorer ses relations avec les mouvements et courants islamistes et nationalistes dans le monde arabe.

► *An Nahar* (Quotidien libanais proche du *14-Mars* – 25 avril 2012)

Ibrahim Bayram,

Le président du Parlement, Nabih Berry, minimise dans ses cercles privés l'importance du slogan brandi récemment par le 14-Mars annonçant son intention de renverser le gouvernement actuel pour former à sa place un cabinet de technocrates. M. Berry affirme qu'il n'est pas logique qu'une faction politique abandonne le pouvoir de son plein gré à ses adversaires pour la simple raison que ceux-ci ont trouvé un nouveau slogan.

Les milieux de M. Berry ne nient pas avoir eu vent d'une proposition faite au Premier ministre Najib Mikati qui consistait en ce qui suit : le chef du gouvernement présenterait sa démission, pour être reconduit par les députés du 14-Mars et de Walid Joublatt à la tête d'un gouvernement de technocrates, avec, en prime, une promesse d'être choisi pour former le premier gouvernement après les élections législatives de 2013.

Il était naturel, dans ces circonstances que M. Berry et le camp politique auquel il appartient, prennent cette affaire au sérieux et cherchent à en savoir plus. Mais le chef du législatif savait, au fond de lui, que l'éthique de M. Mikati ne lui autorisait pas un tel comportement et que, de toute façon, il n'aurait pas commis la même erreur deux fois en croyant les fausses promesses du 14-Mars.

Quoi qu'il en soit, M. Berry a compris, après cette affaire, que le 14-Mars avait décidé d'ouvrir prématurément la bataille des élections législatives en adoptant les mesures suivantes :

soumettre le gouvernement actuel à de virulentes attaques ; brandir le slogan qu'il ne saurait y avoir de proportionnelle à l'ombre des armes.

Tout en n'étant pas inquiet du positionnement de Walid Joublatt, « qui ne reniera pas ses engagements conclus avec ses partenaires », M. Berry a contre-attaqué. Sur la question des armes notamment, il a souligné que celles-ci ne sont plus le monopole d'une partie bien déterminée. Les armes sont présentes dans de nombreuses régions, a-t-il dit. Par ailleurs, M. Berry s'est rangé du côté de ceux qui refusent coûte que coûte d'organiser les prochaines élections conformément à la loi de 1960, optant pour la proportionnelle comme principe de base pour toute prochaine loi électorale.

► **An Nahar** (24 Avril 2012)

Sarkis Naoum

J'ai interrogé le plus haut responsable du plus important rassemblement des organisations juives américaines sur la dernière rencontre à Washington entre Barack Obama et Benjamin Netanyahu. Il m'a répondu : « Les deux hommes ont convenu de ne rien dévoiler de la teneur de leur entretien. Ils se sont réunis pendant trois heures et leurs conseillers respectifs n'ont participé qu'à une petite partie de la rencontre. Mais Netanyahu m'a dit que le climat de cette réunion était meilleur que les précédentes. Obama lui a assuré qu'empêcher l'Iran de fabriquer la bombe atomique signifie qu'il faille l'empêcher aussi de se procurer les matières premières et le Savoir nécessaires à sa fabrication. Car cela voudrait dire qu'il pourra avoir la bombe lorsqu'il le souhaitera. Évidemment, quelques jours plus tard, l'administration américaine a recommencé à parler comme elle le faisait auparavant, ce qui a provoqué l'inquiétude d'Israël. De toute façon, les Arabes ne sont pas les seuls à espérer une frappe militaire, même israélienne, contre l'Iran. Les Européens, en général, le souhaitent également. »

Interrogé sur le Liban, le responsable juif-américain a répondu : « Le Liban n'est pas sur le radar américain, sauf pour ce qui concerne le danger que représente le Hezbollah pour Israël. C'est-

à-dire qu'il n'est pas important en soi. J'ai beaucoup essayé de convaincre les responsables de l'administration d'entrer en contact avec leurs alliés au Liban, notamment Saad Hariri. Mais il n'en n'était rien. »

Qu'en est-il de la Syrie ? Et le responsable de répondre : « J'ai rencontré Bachar al-Assad l'année dernière, juste avant les troubles dans son pays. Nous avons parlé de réforme et de modernisation. Mais il était clair qu'il ne voulait et ne pouvait rien faire. Le printemps et la réforme vont non seulement aboutir à la chute du régime mais à la mort de tous ses piliers, de tous ceux qui ont travaillé et collaboré avec lui. A la mort de tous les alaouites. Ils ne l'accepteront jamais et ne permettront pas que cela se produise. Erdogan considérerait Bachar al-Assad comme un nationaliste et un patriote. Mais en fin de compte, les Frères musulmans sont un mouvement transfrontalier. Ils sont tous semblables. Ceux qui pensent que les islamistes, y compris les Frères musulmans, vont opter pour la démocratie, se font des illusions. »

► *Al Akhbar* (Quotidien libanais proche de la majorité – 26 avril 2012)

Nasser Charara

Ces deux dernières semaines, un certain nombre de responsables américains et britanniques ont effectué au Liban des visites mystérieuses. Le premier à débarquer a été le chef des forces terrestres au Moyen-Orient, le général Vincent Brooks, qui a inspecté la ligne bleue avant de quitter le pays, laissant derrière lui une série de questions sans réponses. Il a été suivi, entre le 19 et le 21 avril, par le secrétaire d'État britannique aux affaires du Moyen-Orient, Alistair Burt. Était ensuite attendue à Beyrouth la secrétaire d'État adjoint américaine Elizabeth Debel. Cette visite coïncide avec la présence au Liban de la directrice du département du Moyen-Orient à l'Agence américaine du développement, Mara Rodman. Les visites de ces deux responsables américaines seraient liées aux préparatifs des pays membres de la conférence des « Amis de la Syrie » pour installer deux camps pour les réfugiés syriens au Liban, au Nord et dans la Békaa. Les informations font état d'un rôle important attribué à la Norvège dans le dossier des réfugiés

syriens. Ce pays dispose déjà de trois associations et ONG actives au Liban dans ce secteur. Elles emploient entre 70 et 90 Libanais.

Un communiqué publié par l'ambassade de Grande-Bretagne précise que la visite d'Alistair Burt visait à « inviter le peuple libanais à assister aux Jeux olympiques de Londres, en 2012. » Le texte énumère d'autres raisons : « l'attachement de la Grande-Bretagne à un Liban indépendant et sûr, l'application total de la 1701, faire cesser les violences en Syrie et faire avancer le dossier de la solution des deux États (en Palestine) ».

Toutes ces raisons ne justifient pas la visite de M. Burt, surtout celle concernant « la solution des deux États », qui n'est plus du tout d'actualité. La véritable raison est explicitée par cinq mots, quelques lignes plus bas : « les entretiens de M. Burt porteront aussi sur la situation des réfugiés Palestiniens au Liban ». Des sources dignes de foi indiquent que les intentions britanniques ont été révélées dans une lettre remise au Premier ministre Najib Mikati et qui fait état d'un projet pour les Palestiniens du Liban basé sur les trois points suivants : 1–Confier aux comités populaires palestiniens le rôle d'améliorer la gestion des camps. 2–Créer une police civile palestinienne chargée de la sécurité et de la stabilité des camps. 3–Préparer le climat au règlement définitif du problème des réfugiés palestiniens. Londres parie que son plan va provoquer un changement social, politique et juridique fondamental dans le dossier de la présence palestinienne au Liban et créer un nouvel environnement légal dans le pays au sujet des réfugiés. Le tout servant la vision de l'Occident pour régler ce problème qui passe par l'enterrement du droit au retour.

► ***Al Akhbar*** (23 avril 2012)

Radwan Mourtada

Abdel Ghani Jawhar, qui figure en tête de liste des personnes les plus recherchées par les services de renseignement libanais, est mort lors d'un bombardement par l'armée syrienne de la localité frontalière de Qoussair. Surnommé Abou Hajar, Jawhar est accusé de trois attentats qui ont visé l'Armée libanaise en 2008 ainsi que d'un attentat suicide à Damas la même année. Depuis, il est l'ennemi public numéro un des services de renseignement libanais

et syriens.

La mort de Jawhar n'a pas encore été confirmée. Mais des informations en provenance de plusieurs sources assurent que le « génie des attentats aux explosifs » a effectivement trouvé la mort et sa famille a été informée de la nouvelle. Les informations recueillies auprès de milieux islamistes et de sources sécuritaires précisent que Jawhar a quitté le camp palestinien d'Aïn el-Héloué, il y a deux semaines. Il aurait été tué dans la nuit de vendredi dans le bombardement de Qoussair, où sont retranchés des centaines de combattants syriens. Des sources de sécurité libanaises indiquent qu'il aurait trouvé la mort en préparant une voiture piégée. Sa mort a été confirmée par des écoutes téléphoniques.

En revanche, des sources de l'opposition syriennes ont démenti sa mort mais pas le fait qu'il soit arrivé en territoire syrien, où il se déplacerait en utilisant le surnom d'Omar.

Les enquêtes judiciaires ont conclu qu'Abdel Ghani Jawhar serait responsable de l'attentat aux explosifs qui a visé l'Armée libanaise dans la région de Tall, à Tripoli, le 13 août 2008, et qui a fait 13 morts, 10 militaires et trois civils. Selon la justice libanaise, il serait le planificateur de l'attentat de Bohsas, contre un bus de l'Armée libanaise, le 29 septembre de la même année. Bilan : quatre militaires et deux civils tués. Il est également accusé d'avoir posé la bombe qui a visé l'actuel commandant en chef de l'armée, le général Jean Kahwaji, sur la route de l'aéroport de Kléat. L'engin n'avait pas explosé.

Abdel Ghani Jawhar a gravi les échelons dans le groupe extrémiste Fatah al-Islam, dont il est devenu le responsable au Liban-Nord.

► *AL-Watan* (Quotidien syrien indépendant – 26 avril 2012)

Des sources chrétiennes syriennes ont annoncé que les chrétiens syriaques, toutes autorités et institutions religieuses et nationales confondues, rejettent les efforts du gouvernement turc visant à ramener en Turquie le siège patriarcal syriaque-orthodoxe, présent à Damas depuis les années 30 du siècle dernier, et le siège patriarcal des syriaques-catholiques, situé aujourd'hui au Liban.

Les sources invoquent de nombreuses raisons pour justifier la position des syriaques, en tête desquelles figure le fait que les « Assyriens syriaques considèrent la Syrie comme leur patrie historique, et la terre historique des Assyriens syriaques à l'intérieur de la Turquie (toute la province de Diyar Bakr, la province de Mardin, où la présence assyrienne syriaque remonte à 4500 ans) comme étant des terres syriennes occupées par l'État turc ». « Le cas de ces territoires, poursuit la source, n'est pas différent de celui d'Alexandrette, occupée par la Turquie. » « Il est inacceptable que le siège patriarcal syriaque soit ramené en Turquie, un pays où il n'y a presque plus de chrétiens à cause des exterminations dont ils ont été victimes aux mains du sultanat ottoman en 1915, et des politiques racistes pratiquées par l'État turc à l'égard des chrétiens, ajoutent les mêmes sources. Le nombre de chrétiens est passé de 4 millions, à l'époque du sultanat ottoman, à moins de 100 000 aujourd'hui, dont seulement 25 000 syriaques ».

► ***Yediot Aharonot*** (Quotidien israélien – 26 avril 2012)

Un responsable sécuritaire israélien a déclaré qu'Israël s'attend à ce que le Hezbollah développe ses capacités militaires aériennes et tente, en cas d'attaque contre l'Iran, de faire sauter des positions israéliennes à l'aide de drones de types Ababil. Le responsable ajoute que le Hezbollah investit d'importants moyens pour essayer d'améliorer l'escadron de petits avions sans pilote qu'il possède, afin de les utiliser en cas d'attaque israélienne contre l'Iran.

Ababil est un drone développé par les industries aériennes iraniennes. Il en existe plusieurs types dont certains sont capables de transporter une charge explosive de plusieurs dizaines de kilogrammes. Israël craint que le Hezbollah réussisse à faire entrer dans son espace aérien plusieurs de ces appareils et à les faire exploser dans le nord du pays.

Le responsable cité affirme que le Hezbollah cherche à se doter d'armements de ce type dans le cadre de son dispositif guerrier en prévision du prochain conflit.

► ***Haaretz*** (Quotidien israélien – 24 avril 2012)

Le chef d'état major de l'armée, le général Benny Gantz, estime que les dirigeants iraniens, qu'il qualifie de « très rationnels », ne décideront pas de franchir le dernier pas pour la production d'armes nucléaires. « L'Iran avancera sur le chemin de l'acquisition de la bombe, mais la décision en ce sens doit être prise en premier. Si le guide suprême iranien l'ayatollah Ali Khamenei le veut, son pays ira de l'avant dans l'acquisition de la bombe atomique, mais la décision doit être prise en premier, a affirmé le général. Je pense qu'il s'agirait d'une énorme erreur et je ne pense pas qu'il (Khamenei) voudra franchir ce pas supplémentaire. Les dirigeants iraniens sont composés de gens très rationnels, a-t-il ajouté. A propos d'une éventuelle attaque israélienne contre les installations nucléaires iraniennes, le général Gantz a affirmé que « l'option militaire est la dernière en termes de chronologie, mais la première en termes de crédibilité. Si elle n'est pas crédible, elle perd sa signification. Nous nous y préparons de façon crédible. C'est mon job en tant que militaire ».

Concernant les sanctions internationales imposées à l'Iran, le chef d'état-major a estimé qu'elles commencent « à porter leurs fruits ». « La pression commence à porter ses fruits tant du point de vue diplomatique que du point de vue des sanctions économiques », a affirmé le général.

► **Al Hayat** (Quotidien panarabe à capitaux saoudiens – 23 avril 2012)

L'Egypte a annulé un accord sur la fourniture de gaz à Israël alors que les actes de sabotage contre le gazoduc reliant l'Égypte à l'État Hébreu se sont multipliés depuis la chute d'Hosni Moubarak en février 2011, a annoncé dimanche Ampal-American Israel Corporation. La compagnie nationale de gaz naturel Egas et l'Autorité générale égyptienne du pétrole ont annoncé la rupture du contrat signé avec la compagnie égyptienne EMG, a indiqué Ampal, partenaire de East Mediterranean Gas (EMG), qui exporte le gaz de l'Egypte vers Israël. Mohamed Shoeib, directeur d'Egas, a confirmé la décision, expliquant que cet accord vieux de 20 ans avait pris fin jeudi. « Egas a mis un terme à l'accord parce l'autre partie n'a pas rempli ses obligations », a-t-il dit à la chaîne de télévision égyptienne Hayat. « C'est un désaccord commercial, sans

considération politique », a-t-il précisé. Le ministre israélien des Finances Yuval Steinitz a fait part de sa « très grande inquiétude » après cette annonce, jugeant que cela créait « un dangereux précédent qui jette un voile sur les accords de paix et les relations pacifiques entre l’Egypte et Israël ».

Le gouvernement israélien considère la rupture de l’accord gazier avec l’Egypte comme une question commerciale plutôt que diplomatique, a assuré lundi le ministre israélien des Affaires étrangères.

« Transformer un contentieux commercial en crise diplomatique serait une erreur », a déclaré Avigdor Lieberman à la radio tout en reconnaissant que ce n’était "pas bon signe". La fourniture de gaz égyptien à Israël, négociée sous le règne de Hosni Moubarak fait depuis des mois l’objet de vives critiques en Egypte, où l’on estime que le prix a été sous-évalué. L’Egypte fournit 43% du gaz naturel consommé en Israël, où 40% de l’électricité est produite à partir de cette source d’énergie. Le pays fournit aussi 80% des besoins de la Jordanie pour alimenter ses centrales électriques. Le gazoduc, fournissant Israël et la Jordanie, a été attaqué pratiquement une fois par mois depuis le soulèvement qui a chassé le Président Moubarak en dépit de sévères mesures de sécurité.

Pierre Khalaf

Source
[New Orient News \(Liban\)](#)

Source : « La résistance de la Syrie et les nouvelles équations internationales », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 1er mai 2012, www.voltairenet.org/a173935